

ANALYSE BUDGÉTAIRE

Canada : portrait de l'économie et des finances publiques Un déficit de 343,2 G\$ pour le gouvernement fédéral en 2020-2021!

FAITS SAILLANTS

- ▶ La pandémie de COVID-19 a considérablement affecté les finances publiques du gouvernement fédéral.
- ▶ En se basant sur les attentes du secteur privé, le gouvernement prévoit une baisse de 6,8 % du PIB réel canadien en 2020. Un gain de 5,5 % est prévu pour 2021.
- ▶ L'incertitude liée à la pandémie empêche le gouvernement de pousser plus loin ses prévisions et le portrait présenté porte seulement sur l'exercice en cours.
- ▶ Le Plan d'intervention économique pour répondre à la COVID-19 devrait coûter 227,9 G\$ en 2020-2021.
- ▶ Le solde budgétaire du gouvernement fédéral devrait passer de -34,4 G\$ (-1,5 % du PIB) en 2019-2020 à -343,2 G\$ (-15,9 % du PIB) en 2020-2021.
- ▶ La dette fédérale passerait de 716,8 G\$ (31,1 % du PIB) en 2019-2020 à 1 060,0 G\$ (49,1 % du PIB) en 2020-2021.

Lorsque le ministre des Finances du Canada, Bill Morneau, a présenté sa mise à jour économique et budgétaire en décembre 2019, nous avons conclu notre analyse en écrivant : « Si jamais un important ralentissement de l'économie canadienne devait survenir, la situation budgétaire du gouvernement fédéral pourrait se dégrader rapidement. » Ce risque s'est finalement matérialisé de manière hors du commun et complètement imprévue. Sept mois plus tard, la prévision concernant le déficit pour l'année en cours est plus de dix fois plus grande que ce qu'envisageait alors le ministre.

Le ministre Morneau a insisté sur le fait qu'il est « impossible de faire des prévisions exactes dans cet environnement instable ». C'est la raison pour laquelle le document budgétaire déposé aujourd'hui n'offre pas d'horizon sur l'évolution de l'économie canadienne et des finances du gouvernement fédéral. Du même souffle, le ministre Morneau souligne la « possibilité d'autres éclosions ». D'ailleurs, le ministère des Finances a envisagé deux scénarios alternatifs aux projections présentées. Le premier scénario dresse l'hypothèse d'une reprise plus lente où « les ménages demeurent prudents en raison des sommets répétés de transmission virale du virus ». Ce scénario impliquerait une baisse du PIB réel de 9,6 % en 2020. Le deuxième scénario « envisage

TABLEAU 1
Sommaire des opérations

EN G\$ (SAUF SI INDIQUÉ)	RÉEL	PROJECTIONS	
	2018-2019	2019-2020	2020-2021
Revenus budgétaires	332,2	341,0	268,8
Variation (%)	6,7	2,6	-21,2
Dépenses de programmes	-322,9	-350,8	-592,6
Variation (%)	4,7	8,6	68,9
Frais de la dette	-23,3	-24,5	-19,5
Variation (%)	6,4	5,2	-20,4
Solde budgétaire	-14,0	-34,4	-343,2
Dette fédérale ¹	685,5	716,8	1 060,0
Variation (%)	2,1	4,6	47,9
Revenus budgétaires (% du PIB)	14,9	14,8	12,5
Dépenses de programmes (% du PIB)	14,5	15,2	27,5
Frais de la dette (% du PIB)	1,0	1,1	0,9
Solde budgétaire (% du PIB)	-0,6	-1,5	-15,9
Dette fédérale (% du PIB)	30,8	31,1	49,1

¹ Dette représentant les déficits cumulés incluant d'autres éléments du résultat étendu.
Sources : Ministère des Finances du Canada et Desjardins, Études économiques

une résurgence de la transmission incontrôlée du virus plus tard cette année, suivie d'une série de vagues plus petites en 2021 » et se traduirait par une baisse de 11,2 % du PIB réel en 2020.

Évidemment, le Canada ne vogue pas seul en cette mer trouble. Toutes les économies de la planète ont été durement affectées par la pandémie et par les différentes consignes visant à la combattre. Le portrait que dresse donc aujourd'hui le gouvernement canadien n'est pas vraiment différent de ce que dresseront les responsables des finances publiques d'une multitude de pays. La détérioration des finances publiques paraît importante en vase clos, mais la situation ne sera pas très différente ailleurs.

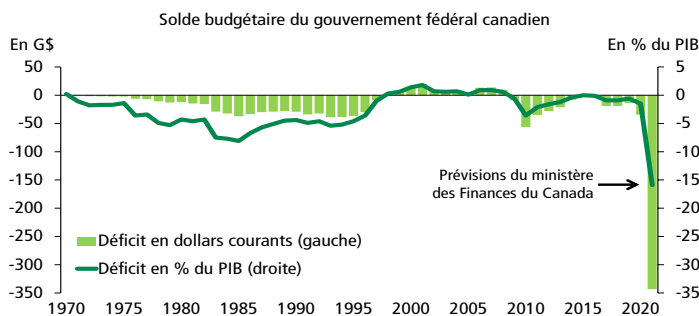
Les mesures prises par le gouvernement fédéral afin de limiter les dégâts causés par la crise de la COVID-19 n'ont cependant pas manqué d'ambition. Elles semblent même couvrir un éventail plus large d'interventions que la plupart des pays avancés, notamment en allant plus loin que les bonifications à l'assurance-emploi ou que les subventions salariales. Les aides directes aux étudiants, aux aînés ainsi qu'aux entreprises (par le biais de l'aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial) ont été moins utilisées dans les autres pays. Selon le ministre Morneau, l'ensemble des mesures prises par le gouvernement ont empêché le PIB réel de 2020 de subir une contraction de plus de 10 %. Selon les mêmes estimations, le taux de chômage aurait augmenté de 2 points de pourcentage de plus (il était de 13,7 % en mai). Ces mesures ont toutefois un coût budgétaire énorme. Regroupées dans le Plan d'intervention économique pour répondre à la COVID-19, elles totalisent 227,9 G\$ pour l'année en cours, dont 19,0 G\$ pour la santé et la sécurité, 188,6 G\$ pour l'aide directe aux particuliers (incluant 80,5 G\$ pour la Prestation canadienne d'urgence et 82,3 G\$ pour la Subvention salariale d'urgence). À cela s'ajoutent 21,3 G\$ pour le soutien aux entreprises et 7,1 G\$ pour les autres mesures de soutien.

La contraction de l'activité économique a aussi un coût budgétaire. Le ministère des Finances évalue que l'évolution de la situation économique depuis la mise à jour de décembre 2019 amène une ponction de 81,3 G\$ pour 2020-2021.

Tout cela fait évidemment gonfler le déficit. Le manque à gagner de 343,2 G\$ est de loin le pire déficit du gouvernement fédéral. Toutefois, en proportion du PIB, le déficit de 15,9 % prévu pour 2020-2021 reste bien en deçà du sommet atteint pendant la Seconde Guerre mondiale où, en 1943, le déficit était de 22,5 %. Du côté de la dette, il faut reculer bien moins loin, soit en 1999, pour trouver un ratio dette/PIB plus élevé que le 49,1 % prévu pour l'exercice en cours.

Il reste que la situation demeure bien incertaine. L'économie canadienne, comme celle du monde entier, a été durement affectée par une pandémie qui n'est pas encore terminée. Le gouvernement canadien a offert un soutien important pour que l'activité économique ne s'écroule pas trop au cours des derniers

GRAPHIQUE La COVID-19 décuple le déficit



Sources : Ministère des Finances du Canada et Desjardins, Études économiques

mois. Les chiffres fournis aujourd'hui par le ministre Morneau témoignent du coût financier important de ces mesures. Mais sans elles, les coûts économiques et sociaux auraient été sans doute plus graves. Il reste maintenant à voir quel rôle prendra le gouvernement fédéral dans la relance de l'économie canadienne, en souhaitant, évidemment, qu'il n'y ait pas de deuxième vague trop grave qui compliquerait davantage la situation.